



Intervention liminaire – Plénière du 16/06/22
Marie-Claude BRIET-CLEMONT

Seul le prononcé fait foi.

Mes chers collègues,

Nous nous retrouvons, pour une séance plénière avec un ordre du jour fourni, et important :

Important, au regard de notre mission d'éclairage et de conseil. Notre assemblée a pour mission d'informer le Conseil régional sur les enjeux et les conséquences de ses politiques. Cet exercice, formel, réglementaire constitue notre première mission. Mais, au-delà des avis, les relations que nous nouons désormais avec les présidents de commission et les vice-présidents du Conseil régional, nous conduisent à aborder notre mission au côté du Conseil régional dans une logique de contributions, en amont des prises de décision : C'est ainsi que nous allons travailler pour le SRADDET, en accord avec le vice-président Franck Leroy, c'est ainsi que nous souhaitons travailler pour le SRDEII et les membres de la commission Economie œuvrent aujourd'hui en ce sens.

Nous avons donc plusieurs avis règlementaires à formuler aujourd'hui.

Le compte administratif, le budget supplémentaire, l'engagement dans la révision du SRDEII, le plan vélo... Engager l'assemblée dans la mise en œuvre d'une approche évaluative, comme pilier commun de l'amélioration des politiques publiques régionales fait progressivement évoluer le CESER vers une position qui s'éloigne du faire valoir des politiques régionales, mais aussi d'une posture de critique que certains qualifient d'inutile. Ce n'est pas le rôle de la société civile organisée, à qui est assigné le rôle de faire valoir les points de vue et les analyses des organisations qui nous composent, dans une recherche de convergence et de dénominateurs communs sur les enjeux et conséquences des politiques régionales, ce que nous appelons désormais au sein de la seconde assemblée, un dialogue constructif et exigeant.

S'engager dans le dialogue constructif que nous mettons en place avec le Conseil régional, appelle du côté de notre assemblée des exigences nouvelles : celles de pouvoir disposer des données et informations indispensables à l'exercice de notre mission. Le compte administratif est l'exercice qui permet d'appréhender la réalité et l'effectivité des politiques régionales. Nous sommes pleinement conscients de l'engagement fort, exemplaire pour partie, du Conseil régional Grand Est, dans l'accompagnement économique et social des acteurs, pendant et au sortir de la pandémie : la démarche du Business Act constitue une matrice que nous saluons, tant dans la démarche que dans les innovations qu'elle impulse. Partir de l'existant, du rendu compte de l'activité de la Région en 2021, pour construire une stratégie coordonnée des grands schémas structurants, implique la mise en

œuvre d'une méthode de co construction des politiques des années à venir participative, rigoureuse et exigeante.

C'est dans ce mouvement que se sont construits nos avis.

Nos questionnements, nombreux, s'inscrivent dans notre volonté de concourir, à notre place, à l'amélioration continue de l'action publique.

Session importante, également, au regard de la force de proposition que nous incarnons : l'avis que nous proposons sur l'évolution des politiques culturelles au regard des nouvelles pratiques mises en lumière par les crises successives que nous traversons est l'illustration de cette détermination de contribuer, par notre regard, à l'amélioration continue des politiques culturelles, en phase avec les acteurs et les attentes de nos concitoyens.

Important, encore dans le témoignage des liens que nous construisons avec les institutions majeures qui façonnent notre territoire régional, participent de son histoire et de son développement. La participation exceptionnelle du Général de corps d'armée de la Région Grand Est, en est le témoin.

C'est pour moi et pour notre assemblée, un honneur de vous accueillir, Général pour introduire nos temps d'échange sur l'engagement, et notamment l'engagement citoyen.

Avant de lancer les débats, je voudrais placer cette session sous le signe de notre engagement et de notre responsabilité : Ces temps électoraux nous rappellent que le combat politique s'éloigne souvent des vrais enjeux pour ne privilégier que le show et le one shoot.

Ici, nous bannissons les invectives et les effets de théâtre pour analyser, comment et en quoi, les choix politiques vont durablement améliorer l'attractivité de nos territoires, le développement des secteurs économiques et l'emploi durable, le vivre ensemble, les réponses aux défis environnementaux qui s'imposent à nous.

Ici, c'est la vertu du débat démocratique qui a droit de citer pour éclairer, construire, évaluer, ajuster, les politiques publiques.

Place au débat et je vous souhaite une bonne session.